

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)

ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹ COMPTE RENDU TRIMESTRIEL

Période couverte par le rapport : OCT-DEC 10

Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):	UNICEF	Domaine Prioritaire:	Reforme du Secteur de la Sécurité		
Autorité(s) nationale(s):	Ministère de la Famille, des affaires Sociales et de la Solidarité Nationale ; Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports ; Ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale				
Numéro du Programme:	PBF/CAF/B-2				
Nom du Programme:	<i>Prévention de recrutement, Démobilisation et Réintégration socio-économique des enfants associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflits</i>				
Budget Total:	2 000 000 USD				
Zone d'intervention:	Préfectures de l'Ouham, Ouham-Pende ? Nana Gribizi, Bamingui Bangoran, Vakaga, Haute-Kotto et Kemo				
Durée du Programme:	18 mois	Date de démarrage:	09 février 2009	Date de clôture:	Juillet 2010
Montants engagés:	2 000 000			Pourcentage du montant approuvé:	100 %
Montants déboursés:	2 000 000			Pourcentage du montant approuvé:	100 %
Date d'approbation/Comité de Pilotage:	12 novembre 2008			Date de démarrage effectif :	Janvier 2009
Retard éventuel (mois):		Commentaires:			
Objectifs:	Réalisations/Résultats:				Pourcentage de réalisation:
Résultat 1 Au moins 3 CTO sont fonctionnels et fournissent soins et protection à au moins 500 enfants démobilisés et tout autre enfant vulnérable ayant besoin de prise en charge temporaire ; 90 réseaux communautaires de protection des enfants sont aussi établis dans les zones de retour des ex EAFGA	<input type="checkbox"/> Les 2 centres de transit et d'orientation dans la région de Paoua et Bocaranga sont restés opérationnels et ont donc continué recevoir progressivement les enfants sortis des rangs des forces et groupes armés, surtout l'APRD. D'octobre à Décembre, les 2 CTO ont accueilli 56 enfants démobilisés, ce qui porte à 442 enfants (38 Filles, 404 garçons,) enfants associés aux groupes armés ont été démobilisés dans l'Ouham Pendé et assisté par les partenaires IRC et DRC. <input type="checkbox"/> Les accords de collaboration impliquant d'une PAM-UNICEF et DRC et d'autre part PAM-UNICEF-IRC d'autres pour l'assistance en vivres aux enfants associés aux groupes armés démobilisés et référés aux CTO pour leur prise en charge temporaire sont aussi demeurés opérationnels. PAM a poursuivi l'approvisionnement des CTO en vivres. <input type="checkbox"/> Un autre protocole d'accord a été conclu avec le CICR concernant la recherche et la réunification familiale Les partenaires ont fait directement toutes les réunifications familiales dans la zone alors que le CICR ne n'est chargée que des réunifications dans les zones non couvertes par les partenaires ou transfrontalières..				100%

¹ Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.

	<ul style="list-style-type: none"> □ UNICEF et ses partenaires ont poursuivi leurs efforts de plaidoyer auprès de l'APRD en rapport avec la non utilisation des enfants par les forces et groupes armés et la démobilisation de ceux déjà associés. □ Au vu du nombre réduit d'enfants à démobiliser dans la zone de Kaga Bandoro, il a été décidé de ne pas installer un CTO mais de travailler à travers des familles de transit pour la prise en charge temporaire des enfants démobilisés avant leur réunification familiale. Une dizaine de famille de transit a été identifiée et sensibilisée sur leurs rôles. Ces familles ont pris en charge 13 enfants démobilisés avant leur réunification avec leurs familles biologiques. <p>- 627(566, 51 Filles) enfants ex-associés aux forces et groupes armés au total ont été assistés dans la zone couverte par le projet notamment Ouham Pendé (Bocaranga et Paoua), Kaga Bandoro et Tiringoulou. Ces chiffres comprend 172 anciens cas d'enfants ex-associés à l'UFDR et séparés de ce groupe en 2007. L'effectif restant(455) représente le nombre d'enfants séparés des forces et groupes armés séparés dans le cadre du financement FCP, c-à-d depuis Avril 2009.</p> <p>- 11 délégué techniques villageois, un superviseur et 19 animateurs des centres d'alphabétisation formés pour l'accompagnement des EAFGA dans la zone de Bocaranga.</p> <p>-</p>	
<p>Résultat 2.1 Les ex EAFGA et OEV y compris les survivants de SGBV identifiés a travers le processus reçoivent des services et divers appuis, visant à réduire les effets du conflit sur leur vie</p>	<p>- Tous les enfants démobilisés (455enfants) sortis des rangs des groupes armés ont pu être réunifiés à leurs familles, soit environ 100% du total d'enfants démobilisés en ce jour. Les visites de suivi à domicile continuent à être progressivement organisées par les agents sociaux des ONG partenaires.</p> <p>- Des mécanismes de référencement pour une prise en charge médicale et psychosociale appropriée des violences basées sur le genre ont été établis dans 252 villages dans la zone couverte par le projet.</p> <p>- 72 pairs éducateurs responsables de l'organisation et la mise en place des activités récréatives pour 200 enfants vulnérables dans 07 écoles communautaires de Kaga Bandoro ont reçu une formation sur la protection des enfants, suivi et supervision des enfants ainsi que les techniques d'organisation des activités récréatives de qualité pour les enfants.</p> <p>- Les activités communautaires d'appui psychosocial aux enfants vulnérables se mettent graduellement en place. Dans ce cadre, UNICEF a fourni 10 kits récréatifs aux partenaires pour l'organisation des activités récréatives pour environ 1372 enfants dans les régions de Bocaranga et de Paoua.</p> <p>- 108 cas de violences sexuelles ont été identifiés et assistés par les partenaires.</p> <p>- 1230 personnes dont 318 autorités civiles locales et 912 acteurs armés incluant la MICOPAX, FACA et l'APRD ainsi ont été formés et/ou sensibilisés sur les droits humains, le droit humanitaire international et les droits de l'enfant et de la femme</p> <p>- 52 volontaires communautaires ont été formés sur les mécanismes de référencement et les directives inter organisations sur la prise en charge des violences</p>	<p>100%</p>

	sexuelles et basées sur le genre.	
<p>Résultat 2.2. Les ex EAFGA (y compris forces d'auto défense) OEV, Survivants de SGBV et autres enfants affectés par le conflit identifiés a travers le programme retrouvent un accès aux services sociaux de base</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les besoins en réhabilitation de 7 centres communautaires identifiés dans la région de Kaga Bandoro et Bocaranga ont été évalués. - Ces structures seront utilisées comme cadre pour la formation socioprofessionnelle en compétences de vie et l'éducation non formelle des enfants et jeunes vulnérables, y compris ceux qui seront démobilisés. - 423 enfants affectés par les conflits ont bénéficié des cours de rattrapage et d'éducation non formelle afin de les préparer au retour dans les écoles formelles. - Les travaux de construction d'un puit d'eau est dans la communauté d'accueil du CTO établi dans la zone de Paoua ont été finalisé. Ce puit est aujourd'hui fonctionnel et est utilisé à la fois par les enfants au CTO et la communauté d'accueil. - Les partenaires ont aussi continué d'apporter un appui psychosocial aux enfants affectés par les conflits armés à travers l'organisation des activités récréatives. Au moins 5000 enfants ont pu participer dans ces activités dans l'ensemble des zones couvertes par les partenaires. - UNICEF a aussi engagé un consultant international pour(1)faire un diagnostic des projets d'appui psychosociaux mis en œuvre par les partenaires (2) renforcer la capacité des partenaires dans ce domaine en organisant une formation. 24 staff des ONG partenaires ont été formés par le consultant sur l'appui psychosocial et la gestion des espaces amis des enfants(EAE). Un rapport de diagnostic pour chaque partenaire a été produit. Ce dernier comprend une série de recommandations à mettre en œuvre par UNICEF et ses partenaires afin d'améliorer ce volet d'intervention. 	100%
<p>Résultat 2.3 les ex EAFGA (y compris ceux des forces d'auto défense), OEV, Survivants de SGBV et autres personnes affectées par le conflit identifiés a travers le programme reçoivent divers appuis relatifs au relèvement communautaire y compris des AGR adaptes a leurs besoins spécifiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des enquêtes socio-économiques à petite échelle ont été menées dans les villages cibles afin d'élaborer une stratégie de mise en place des moyens subsistance/alternatives socio-économiques pour appuyer la réintégration communautaire des enfants vulnérables. 2,886(1,053 enfants, 822 femmes et 991 hommes) personnes au total ont participé dans ces enquêtes. - 63 coopératives communautaires agricoles dans lesquelles les enfants vulnérables seront intégrés ont été identifiées ; leurs capacités opérationnelles ont aussi été évaluées. - 11 personnes identifiées comme mentors professionnels pour les jeunes ont reçu une formation de 10 jours sur les techniques agricoles et d'élevage, leurs rôles et leurs responsabilités en tant que conseillers agricoles pour soutenir la réinsertion économique des enfants et jeunes vulnérables. - 5227(1572 filles, 3700) enfants identifiés comme vulnérables ont pu bénéficier d'une formation et appui en activités génératrices de revenus(agriculture et élevage) afin de les doter des meilleures options de moyens de subsistance et réduire ainsi leur exposition aux abus et exploitation futurs. - 265 (92 filles, 173 garçons) autres enfants dont 12 enfants ex-associés participent dans des formations en métiers (menuiserie, couture) et/ou référés à des 	100%

	coopératives locales d'artisans.	
Résultat 3.1 Les Six violations graves des droits de l'Enfant en situation de conflit tels que décrits dans la résolution 1612 du conseil de sécurité des Nations Unies sont collectées	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Une étude qualitative sur l'état de connaissance sur les graves violations des droits des enfants selon la résolution 1612 du conseil de sécurité des NU a été faite ; le premier rapport au Conseil de sécurité a aussi été produit <input type="checkbox"/> Les mécanismes de monitoring et rapportage des graves violations des droits des enfants en situation des conflits tels que décrits par la résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ont pu être établi, bien qu'ils méritent toujours d'être renforcés. Dans le cadre de ces mécanismes un 1^{er} rapport sur les violations des droits des enfants en RCA a été soumis au CSNU. UNICEF a aussi contribué au rapport horizontal sur la 1612 qui devrait être soumis au CSNU au courant de ce mois de septembre. - Dans le cadre de ce processus, l'UNICEF a appuyé la mise en place d'un groupe de travail sur la 1612 au niveau au niveau national. Les procédures pour la collecte et la vérification des informations sur les violations graves des droits de l'enfant par les différents groupes armés et les forces opérant en RCA ont également été élaborés. - Durant cette période, les partenaires d'UNICEF ont pu recensé 55 cas d'enfants enlevés principalement par la LRA dans la zone d'OBO. UNICEF a aussi reçu 6 enfants enlevés par la LRA dans la zone d'OBO et rapatrié de la RDC par l'intermédiaire de la MONUC. - Enfin UNICEF RCA en collaboration avec le siège et Columbia University a organisé une étude sur l'ampleur de 4 graves violations des droits des enfants cités par la résolution 1612 à l'échelle nationale. Le rapport final vient d'être finalisé et pourra être partagé avec les partenaires très incessamment. 	100%
Résultat 3.2. Les structures nationales et décentralisées du mécanisme de Collecte, Surveillance et Rapportage de la résolution 1612	<ul style="list-style-type: none"> - UNICEF a fait plaidoyer auprès du cluster protection pour la mise en place des sous clusters concernant la protection de l'enfant à Kaga Bandoro et Paoua. Ces forums seront utilisés pour la collecte d'information supplémentaire sur les graves violations des droits des enfants. - Enfin, tous les accords signés avec les partenaires dans le domaine de la protection des enfants incluent aussi le volet de monitoring et rapportage des graves violations des droits des enfants. 	100%

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats:

En dépit de quelques retards constatés dans la Vakaga suite aux incidents sécuritaires qui ont affectés la zone, le projet de prévention, démobilisation et réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés progresse normalement vers l'atteinte des objectifs. Les activités ont pu être mises en place dans tous les différents secteurs et objectifs. Pour assurer le contrôle de la qualité et disparités possibles entre les interventions mise en œuvre par les différents partenaires, un document de stratégie définissant des standards minimums pour la démobilisation et réintégration des enfants associés aux groupes armés et autres enfants vulnérables affectés par les conflits armés en RCA a été élaboré sous l'égide d'UNICEF en collaboration avec les partenaires de la société civile. Aussi, une formation sur la protection des enfants dans les urgences a été dispensée au staff de toutes les ONG impliquées dans ce projet. Cette formation appuyée par le bureau régional d'UNICEF a été essentiellement focalisée sur les principaux modules inter organisations sur la protection des enfants dans les urgences notamment la séparation familiale, les enfants associés aux groupes armés, les violences sexuelles et basées sur le genre et la prise en charge psychosociale des enfants affectés par les conflits armés.

¹ Le terme “programme” est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.